

les circonstances pertinentes, je soutiens qu'aucune autre attitude ne contribuera autant que celle-là, à notre époque troublée, à l'unité canadienne ou à notre effort de guerre d'une manière susceptible de favoriser le plus possible les intérêts du Canada, du Commonwealth des nations britanniques et des autres Nations unies, qui combattent ensemble pour une cause commune; la défense de la liberté.

Sachant les conséquences désastreuses que produirait, à l'égard de notre effort de guerre, la controverse sur une question comme celle de la conscription pour service outre-mer, sans parler des problèmes que soulèverait l'application d'une telle politique, je n'ai pas besoin de vous dire que le Gouvernement a tout mis en œuvre pour empêcher que cette question divise le pays. Il s'y est efforcé sans, malgré tout, rien sacrifier des mesures essentielles à un effort total. L'unité du Canada aurait gravement souffert si le Gouvernement avait agi autrement. Le Gouvernement est incapable d'empêcher un conflit d'opinions de se produire. Mais il serait également fatal pour le Gouvernement de ne pas continuer à faire tout en son pouvoir pour empêcher ce conflit de compromettre l'efficacité de notre effort de guerre et les magnifiques états de service déjà à l'actif de notre pays et dont chaque citoyen du Dominion a le droit d'être fier.

Je ne veux pas croire que le Parlement va permettre que cette unité soit détruite par une querelle politique sur une question concernant la méthode par laquelle seront levés les soldats pour le service outre-mer. Le Canada, et l'avenir du Canada, sont autrement importants qu'une question de conscription. Ce n'est pas à moi de dire aux honorables députés comment ils doivent s'y prendre pour présenter la question à leurs électeurs. J'estime cependant que la question de conscription pour le service outre-mer disparaîtrait bientôt du domaine de la polémique parlementaire si ceux qui préfèrent la conscription pour le service outre-mer disaient à leurs électeurs: il y a des milliers de patriotes canadiens qui, pour des raisons faciles à comprendre, sont opposés à la conscription pour le service outre-mer et nous sommes prêts, en ce moment, à tenir compte de ces raisons, et si ceux qui sont opposés à la conscription pour le service outre-mer disaient à leurs électeurs: "Je préfère le volontariat et je déploierai tous mes efforts pour en assurer la réussite; je vous demande de faire de même. Mais si la conscription devient nécessaire dans l'intérêt canadien et pour l'avenir du Canada, je ne m'opposerai pas à son application."

Les uns et les autres pourraient dire à leurs commentants: "Nous combattons dans cette guerre comme peuple libre et uni contre un

ennemi qui cherche d'abord à détruire notre unité afin de pouvoir plus tard nous enlever notre liberté et notre pays même. En présence de cet horrible danger, nous ne pouvons entretenir de controverses qu'il est possible d'éviter."

Il n'est pas dans l'histoire du monde deux autres peuples qui aient vécu aussi longtemps en étroite association et avec moins de conflits que les peuples d'origine française et anglaise au Canada. Dans un siècle d'union politique nous avons édifié une nation qui couvre la moitié d'un continent. Nous avons conquis la solitude. Nous avons réalisé un grand progrès matériel. Nous nous sommes tous profondément attachés à une patrie commune. Nous avons accompli des miracles pour la défense de notre patrie contre un ennemi impitoyable. Personne ne me fera jamais croire que dans cette heure d'épreuve les réalisations d'un siècle peuvent être compromises par l'avènement d'un litige susceptible de menacer notre unité nationale, et cela au moment du plus grand danger et de la plus grave crise pour le genre humain.

Il ne me sera pas nécessaire, j'en suis sûr, de demander aux honorables membres de cette Chambre, quelles que puissent être leurs couleurs et opinions politiques, de peser avec une extrême sagesse et prudence, dans toutes ses conséquences pour le Canada actuel et pour le Canada futur, l'aspect national du problème que nous étudions aujourd'hui. Ce problème est peut-être le plus critique de tous ceux que le parlement du Canada ait eu à résoudre jusqu'ici.

De crainte que mes paroles puissent être taxées de partialité ou d'exagération, je tiens à citer un extrait d'un article éditorial paru dans le *Standard* de Montréal du 30 mai, et intitulé "Crise au Canada". Ce n'est que l'un des nombreux éditoriaux récemment parus, d'un bout à l'autre du Canada, dans des publications qui comprennent nettement le danger réel que court le Canada, si les personnes chargées de guider notre pays et de façonner ses futures destinées, n'adoptent pas l'attitude voulue. L'éditorial adresse un appel auquel cette Chambre des communes répondra volontiers, et qui exprime, je crois, le véritable esprit du Canada. Voici cet éditorial:

Le Dominion du Canada se trouve à l'heure la plus critique de son histoire. Son avenir comme nation dépend de l'entente entre les Anglo-Canadiens et les Franco-Canadiens. Les uns ne peuvent, sans les autres, édifier le Canada. A l'heure actuelle, ces deux éléments courent le grave danger d'une fissure qui ne se fermerait pas avant plusieurs générations.

Ce n'est pas une situation politique, une crise de couloir ou de caucus. C'est une crise de sentiment. Et la vie d'une nation dépend des sentiments de son peuple.

[Le très hon. Mackenzie King.]